

*Etude de la relation de cointégration entre les dépenses publiques
et la croissance économique*

"Cas de l'Algérie pour la période 1980-2014"

Dr CHEKEBKEB Aissa

BENSLIMANE Yahia

Etudiant du doctorat

Université Alger 3

Abstract :

The aim of this article is to study, analyze and test the relationship between public spending and economic growth in Algeria for the period 1980-2014 based on the Keynesian theory, and using econometric tools: stationary tests, the Granger causality, cointegration, error correction model (ECM). And from these instruments, we found a causal relationship in either direction between public spending and economic growth, and with the ECM model, we found a long-term relationship

Keywords: public spending, growth, the Keynesian theory, cointegration

Introduction :

L'intervention de l'État dans la vie économique a fait une grande partie de la discussion des économistes, car il présente une grande importance dans le développement de toute économie, que cette intervention soit directement par des activités productives du gouvernement et des consommateurs, et indirectement par le biais de la politique monétaire et les instruments financiers dans le cadre de la politique macro-économique.

Cependant, l'augmentation la taille des dépenses publiques dans le cadre de cette politique et sa relation avec la croissance économique peut attirer l'attention de plusieurs chercheurs et économistes, où l'on trouve deux visions différentes sur la nature de cette relation comprise: dans la Loi Wagner et l'hypothèse keynésienne.

Ainsi, le problème de savoir si l'augmentation des dépenses du gouvernement est à l'origine de l'augmentation de la croissance économique (hypothèse keynésienne) ou la croissance économique est à l'origine des dépenses publiques (Loi Wagner), constitue un thème à étudier, en particulier dans les pays en développement, qui prend le gouvernement de dépenser une part importante des ressources économiques de l'Etat, de sorte que la question ici est: y a-t-il une relation de cause à effet et de relation à long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique en Algérie pour la période 1980-2014?

Pour répondre à cette question, nous avons partagé l'étude comme suit: La première section cite des résultats de certaines précédentes études expérimentales, dans la deuxième section, nous proposons un cadre théorique pour la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique, la troisième partie de la section procède une analyse statistique et économique, la quatrième section contient une analyse

économétrique des dépenses publiques et la croissance économique en Algérie pour la période 1980-2014, et enfin la conclusion.

1- Les études empiriques précédentes:

Plusieurs études empiriques sur la relation entre les dépenses publiques (G) et le produit intérieur brut (PIB) ont été faites, où l'on trouve que certaines études ont appuyé la Loi sur Wagner et les autres sont venues se conformer à la théorie keynésienne.

Parmi les études qui ont soutenu la Loi Wagner, nous trouvons Bswal et Al étude (1999 Canada), une étude Ali Othman (2002 l'Arabie saoudite), A F Al Fairs (2002 sur le Conseil de coopération du Golfe), l'étude de Dimitrios Sideris (2006 Grèce)¹, et Karim Hussein Salem Ghalibi (Irak).

Parmi les études qu'ont coïncidé avec la théorie keynésienne, nous trouvons l'étude de Jodylyn M. Quijand (2005 Philippines), l'étude de Chiung-Ju Huang (2006 sur la Chine et Taiwan), l'étude de MWAFQA M.DANDAN (2011)².

Il y a aussi des études ayant appuyé l'existence de la causalité dans les deux sens comme une étude Liu, LC, HSU, CE et Younis (2008), l'étude de Katrakilidis et Tsaliki (2009)³, et l'étude d'Ahmed SELLAMI (2015 Algérie), et il y a des études qui n'ont trouvé aucune relation dans les deux sens comme celle de Afxentiou, PC et Serletis (1996), et Mohamed Afzal (2010 Nigeria, le Ghana, la Gambie)⁴.

En se basant sur les études expérimentales précédentes, nous constatons que la causalité varie d'un pays à l'autre, dont certains on trouve que les dépenses publiques en est la cause, et dans certains d'entre eux on trouve que le produit intérieur brut en est la cause, et l'existence d'un certain lien de causalité dans les deux sens, tandis que dans d'autres aucune causalité n'a été établie dans les deux sens.

2- Le fondement théorique de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique :

- La loi de Wagner:

L'économiste Adolf Wagner (1835-1917) a énoncé une « loi de l'extension croissante de l'activité publique ».

Cette loi dite loi de Wagner constitue la plus célèbre explication de la croissance des dépenses publiques. L'idée est simple : l'industrialisation conduit à l'augmentation de l'intervention de l'état et à l'accroissement de la part des dépenses publiques dans le revenu national⁵. En effet, au XIX^e siècle nous assistons à l'industrialisation et l'urbanisation qui l'accompagne et entraîne une multiplication des dépenses d'administration générale, d'infrastructures, d'éducation et d'aide sociale. Les transformations structurelles impliqueraient que les dépenses publiques augmentent plus vite que le PIB.

La nature de la loi de Wagner a conduit au développement de cinq modèles différents étudiés dans les années soixante du siècle dernier. Cependant, il y a un critère décisif dans le choix des modèles convaincants et efficaces, ces modèles sont⁶:

Modèle 1 : $G=F(Y)$ (Peacock-Wiseman 1969)

Modèle 2 : $G=F(Y/N)$ (Golfman 1968)

Modèle 3 : $G/N=F(Y/N)$ (Gupta, 1967, Michas, 1975)

Modèle 4 : $G/PIB=F(Y/N)$ (Musgrave 1969)

Modèle 5 : $G/PIB=F(Y)$ (Modified p.w, 1967)

Avec :

G : Les dépenses du gouvernement réelles

Y : le PIB

N : le nombre de la population

Y/N : la part de chaque individu du PIB

G/PIB : La proportion des dépenses du gouvernement sur le PIB

Certains pensent que Musgrave (modèle 4) est le plus adapté pour tester Wagner selon des études antérieures, alors que certains croient que la formule Golfman (modèle 2) est la mieux adaptée et le plus compétent en fonction également des études antérieures

Cette loi de Wagner ne rend pas compte de ces discontinuités et de ces longues phases de stabilité. Wagner ne fait que décrire une tendance qui se développe sous ses yeux en Allemagne, plus qu'il ne propose une véritable loi économique. Si l'histoire de l'industrialisation des pays les plus avancés tend à corroborer ses vues, l'entrée dans l'économie post-industrielle, et le fait que la croissance des dépenses publiques tende à se stabiliser depuis les années 1980, montre que cette loi n'a sans doute rien d'invariable.

- La théorie keynésienne:

Au cours de la période comprise entre les années 1929 et 1932, l'économie mondiale a connu une forte crise de récession, le taux de chômage dans certains pays a dépassé 25%, et la réduction de la production nationale par une moitié ou un tiers⁷.

De cette crise, les fondements des idées de la théorie de John Maynard Keynes (1936) étaient les critiques de la loi Sai, qui dit que l'offre crée la demande.

Keynes a essayé de trouver la solution et n'est pas resté sur le diagnostic de la crise, et il y a une possibilité de dépasser cette crise sur tous, elle est limitée par l'absence de la demande, à partir:

- l'augmentation du pouvoir d'achat pour ceux qui ont un revenu faible.
- La nécessité d'une intervention de l'État: la transformation d'un Etat neutre (selon les Classiques) a un Etat de dirigisme, afin de corriger le déséquilibre par le biais des politiques budgétaires.⁸

Keynes également intéressé par les dépenses publiques qui constituent l'une des composantes de la demande globale efficace et l'une des composantes de la politique budgétaire, en utilisant le mécanisme multiplicateur afin d'augmenter la demande globale efficace, pour atteindre des taux de croissance idéale dans le long terme.

Et pour déterminer l'impact des dépenses publiques, on peut considérer le modèle ci-dessous qui montre l'équilibre entre l'offre et la demande Globaux⁹:

$$AD=AS$$

$$AD = Y = C + I + G + X - M.....(01)$$

Avec :

Y : revenu national

C : la consommation

I : l'investissement

G : les dépenses publiques

X : les exportations

M : les importations

es dépenses publiques G Comme ce sont l'un des composants du revenu national s'affectent, car toute augmentation des dépenses publiques conduit à l'augmentation du produit intérieur grâce à l'effet de multiplicateur.

3-Les dépenses publiques et la croissance économique en Algérie :

Les dépenses publiques constituent l'un des principaux instruments de la politique budgétaire, car c'est un outil pour atteindre la croissance de l'économie algérienne, à cause de l'augmentation des recettes pétrolières, et aussi l'outil le plus important d'après l'analyse keynésienne pour atteindre la croissance économique, grâce à l'augmentation de la taille de l'investissement productif et cela pour aller à de la croissance dans le but d'atteindre les objectifs sociaux.

On peut distinguer plusieurs périodes où la recette pétrolière a un rôle principal dans la politique de dépenses en Algérie, durant la période des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, où Algérie a appliqué un ensemble de plans, le premier plan quadriennal (70-73) et le second plan quadriennal (74. 77) avec des investissements surtout dans le secteur des hydrocarbures et le secteur de l'industrie par rapport à l'investissement total. Mais les objectifs ne sont pas atteints au niveau désiré, parce que l'attention à l'industrie a conduit à l'abandon de l'agriculture et la diminution de sa contribution à la production nationale, et à partir de l'an 1980 l'Algérie a lancé le premier plan quinquennal (80-84), qui est caractérisé par l'utilisation des fonds élevés et d'essayer de faire un équilibre et une intégration entre le secteur industriel et agricole¹⁰.

Mais avec la diminution des prix à partir de l'année 1986 les investissements ont commencé à diminuer jusqu'aux années quatre-vingt dix, et avec un déficit de trésor public à partir de l'année 1992. Cela était dû à la baisse des revenus par rapport à l'augmentation des dépenses publiques.

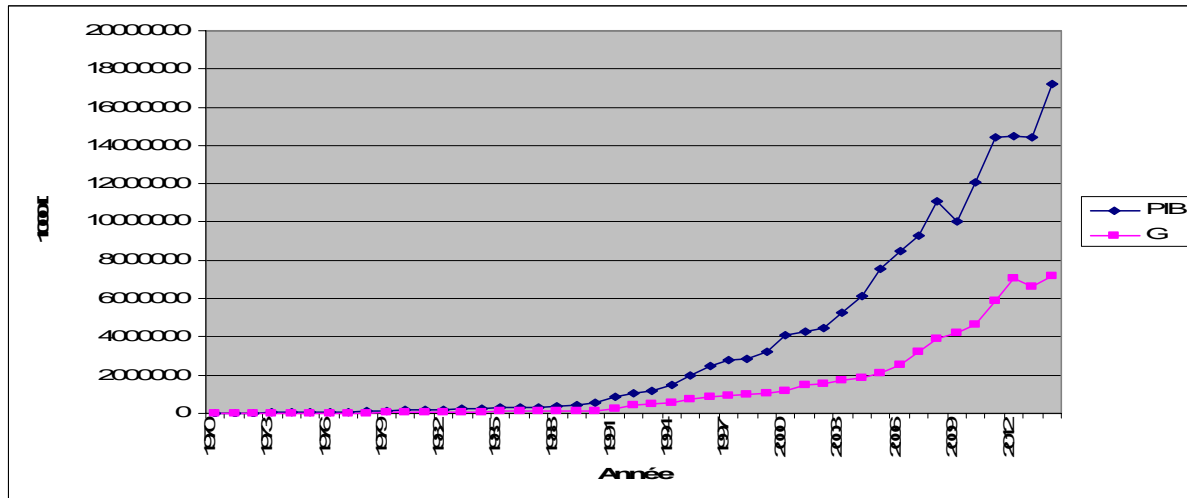
Avec le début du troisième millénaire, les prix du pétrole ont connu une augmentation, ce qui a conduit le gouvernement à augmenter les dépenses en adoptant un certain nombre de programmes et projets de développement¹¹:

- PSRE 2001-2004: où l'Etat a alloué le montant de 525 milliards de dinars.

- Programme complémentaire de soutien à la croissance PCSC 2005-2009: l'État a alloué environ 4203 milliards DA, et plus tard, a ajouté ses deux programmes spéciaux, l'un pour les zones sud FSDRS (432 milliards DA) et l'autre pour les régions des hauts plateaux PHP (668 milliards DA), on ajoutant ce qui reste de l'appui du programme PSRE (1071 milliards DA), ainsi que les fonds supplémentaires (1191 milliards DA), et les transferts du Trésor (1140 milliards DA), et il a atteint le total final de 8705 milliards DA.

- Programme de consolidation de la croissance économique PCCE 2010-2014: l'État a alloué pour ce programme un montant de 21,214 milliards DA.

Graphe N° 1 : Evolution du PIB et G



Source : le chercheur

A partir du graphe n°01 qui représente l'évolution des dépenses publiques (G) et le produit intérieur brut (PIB), on remarque qu'au cours des années soixante-dix et quatre-vingts que l'intervention de l'État représenté dans les dépenses publiques atteint une augmentation pas intéressante Ceci est dû aux plusieurs facteurs qui ont influencé les années quatre-vingt, comme la crise des prix du pétrole et l'absence de la stabilisation économique, les déséquilibres internes et l'augmentation de la dette extérieure, en particulier l'adoption de l'approche socialiste de l'Etat dans cette période. Mais avec le début des années quatre-vingt dix, l'Etat est allé à une économie ouverte comme une alternative à l'approche précédente, et a poursuivi une politique expansionniste par une augmentation des dépenses publiques d'une année à l'autre, résultant en un produit intérieur brut élevé plus que la période précédente, en dépit des conditions de sécurité rencontrées par l'Algérie.

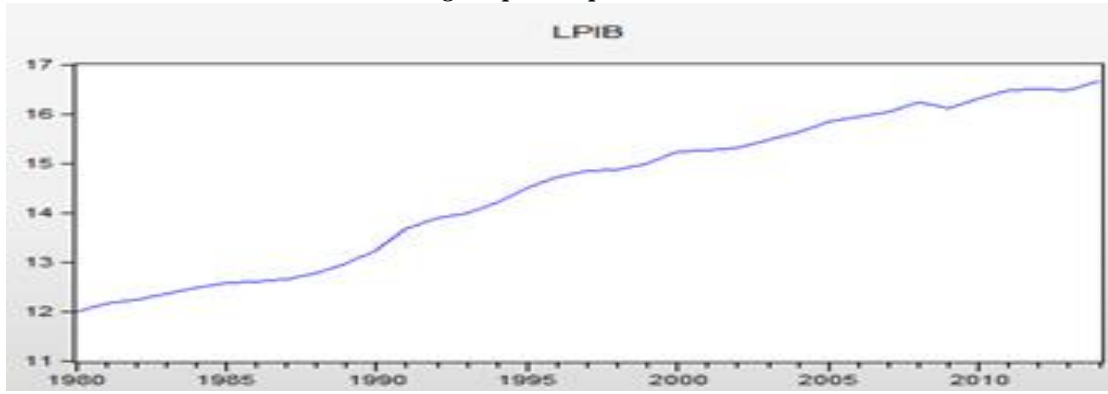
Et à partir de l'année 2001 avec l'augmentation enregistrée en chiffre d'affaires, en raison des prix élevés du pétrole, l'Etat a commencé à mettre en œuvre des programmes et des plans de développement, en augmentant les dépenses publiques plus que la période précédente, cette augmentation a conduit à une hausse du PIB, ce qui se reflète dans les taux de croissance qui ont augmenté par rapport aux périodes Précédentes.

4-Etude et analyse statistique:

On introduit le Log (L) sur les séries brutes pour rendre les données homogènes.

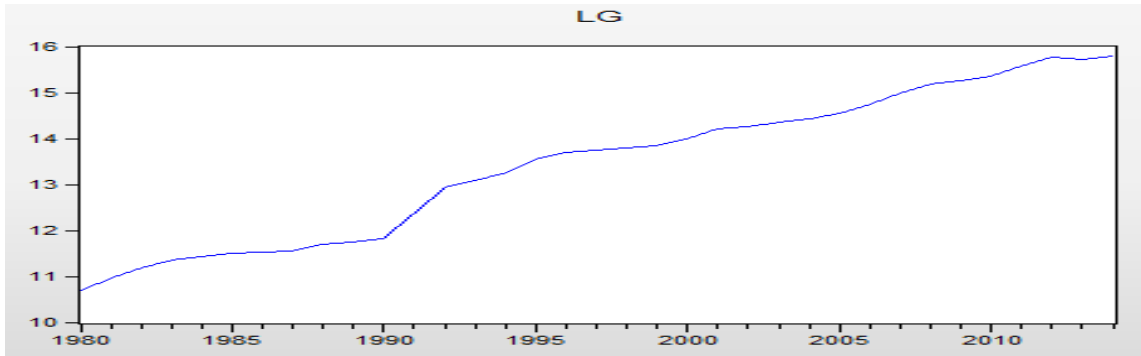
Graphe N°2: La série LPIB

*Etude de la relation de cointégration entre les dépenses publiques et la croissance économique
"Cas de l'Algérie pour la période 1980-2014"-*



Source : le chercheur à partir des résultats d'EViews

Graphe N°3 : La série LG



Source, le chercheur à partir des résultats d'EViews

En utilisant le programme EViews8, et à partir des deux graphes des séries LPIB et LG il y a lieu de noter la présence d'une tendance, et ne sont pas stationnaires, et pour assurer on utilise le test de Dickey Fuller, mais avant cela, on doit choisi le nombre de retard pour obtenir le tableau suivant :

Tableau 1 : Le nombre de retard

	Nombre de retard			
	<u>1</u>	2	3	4
LPIB	<u>1</u>	2	3	4
AIC	<u>-1.66</u>	-1.60	-1.57	-1.49
SCH	<u>-1.48</u>	-1.37	-1.29	-1.16
DLPIB	<u>1</u>	2	3	4
AIC	<u>-1.62</u>	-1.56	-1.46	-1.36
SCH	<u>-1.44</u>	-1.33	-1.18	-1.03
DDLPIB	<u>1</u>	2	3	4
AIC	<u>-1.4</u>	-1.34	-1.26	-1.19
SCH	<u>-1.21</u>	-1.11	-0.98	-0.82

Source, le chercheur à partir des résultats d'EViews

On utilisant le programme EViews8, et à partir du tableau 1 avec les critères AIC et SCH, le nombre de retard est 1, et en appliquant le test ADF sur LPIB pour détecter la

présence de la racine unitaire, on remarque que t calculée supérieur à t tabulée pour les modèles 6, 5 et 4 et la série n'est pas stationnaire, tandis que pour la série DLPIB on a t calculé supérieur à t tabulée pour les modèles 6 et 4 donc la série n'est pas stationnaire, et pour la série DDLPIB t calculée inférieur à t tabulée pour les modèles 6, 5, 4, et de conclure que la série du PIB stationnaire de seconde différence qui intègre de seconde ordre (I (2)) et le résumer dans le tableau suivant:

Tests de racines unitaires (Tests de Dickey-Fuller augmentés) :

$$\begin{cases} H_0 : \phi_t = 1 \\ H_1 : |\phi_t| < 1 \end{cases}$$

$$\text{Modèle (06)} : \Delta X_t = \phi_t X_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_t \Delta X_{t-j+1} + bt + c + \varepsilon_t$$

$$\text{Modèle (5)} : \Delta X_t = \phi_t X_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_t \Delta X_{t-j+1} + c + \varepsilon_t$$

$$\text{Modèle (4)} : \Delta X_t = \phi_t X_{t-1} - \sum_{j=2}^p \phi_t \Delta X_{t-j+1} + \varepsilon_t$$

Tableau 2 : Tests de racines unitaires (Tests de Dickey-Fuller augmentés) :

	LPIB		DLPIB		DDLPIB	
	t calculée	t tabulée	t calculée	t tabulée	t calculée	t tabulée
Modèle 6	-1.46	-3.55	-4.01	-3.55	-6.74	-3.56
Modèle 5	-0.81	-2.95	-3.91	-2.95	-6.87	-2.96
Modèle 4	3.09	-1.95	-1.65	-1.95	-6.99	-1.95

Source, le chercheur à partir des résultats d'EViews

Et de même manière sur la série des dépenses publiques G après l'introduction du logarithme (LG).

Tableau 3 : Le nombre de retard

	Nombre de retard			
	1	2	<u>3</u>	4
LG	1	2	<u>3</u>	4
AIC	-1.38	-1.33	-1.51	-1.43
SCH	-1.20	-1.10	-1.14	-1.10
DLG	1	2	<u>3</u>	4
AIC	-1.28	-1.28	-1.31	-1.22
SCH	-1.09	-1.05	-1.03	-0.89
DDLG	<u>1</u>	2	3	4
AIC	-1.17	-1.10	-1.01	-0.94
SCH	-0.98	-0.87	-0.72	-0.61

Source, le chercheur à partir des résultats d'EViews

*Etude de la relation de cointégration entre les dépenses publiques et la croissance économique**"Cas de l'Algérie pour la période 1980-2014"*

On utilisant le programme EVIEWS8, à partir du tableau 3 et avec les critères AIC et SCH le nombre de retard est 1, et on appliquant le test ADF sur LG pour détecter la présence de la racine unitaire, on remarque que t calculée supérieur à t tabulée pour les modèles 6, 5 et 4 la série n'est pas stationnaire, tandis que pour la série DLG on a t calculé supérieur à t tabulée pour les modèles 6,5 et 4, donc la série n'est pas stationnaire, et pour la série DDLG t calculée inférieur à t tabulée pour les modèles 6, 5, 4, et de conclure que la série du G stationnaire de seconde différence qui intègre de seconde ordre (I (2)) et le résumer dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Tests de racines unitaires (Tests de Dickey-Fuller augmentés)

	LG		DLG		DDLG	
	t calculée	t tabulée	t calculée	T tabulée	t calculée	t tabulée
Modèle 6	-2.92	-3.56	-2.74	-3.56	-7.34	-3.56
Modèle 5	-0.47	-2.96	-2.76	-2.96	-7.47	-2.96
Modèle 4	1.74	-1.95	-1.21	-1.95	-7.6	-1.95

Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

Et puisque le produit intérieur brut et les dépenses publiques sont intégrées de même ordre (I(2)), nous pouvons passer à étudier la relation de cointégration entre eux.

La causalité de Granger :

Tableau n°5 : Causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests
Date: 08/02/16 Time: 15:16
Sample: 1980 2014
Lags: 1

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DDLPIB does not Granger Cause DDLG	32	12.3375	0.0015
DDLG does not Granger Cause DDLPIB		6.27028	0.0182

Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

A partir du tableau n°5 on a :

0.05 > 0.0015 donc DDLPIB cause DDLG

0.05 > 0.0182 donc DDLG cause DDLPIB

Etude de la cointégration :

Le tableau suivant montre le nombre de retard de la cointégration :

Tableau n°6 : Le nombre de retard

VAR Lag Order Selection Criteria
Endogenous variables: LPIB LG
Exogenous variables: C
Date: 08/02/16 Time: 15:12
Sample: 1980 2014
Included observations: 31

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-36.06730	NA	0.039965	2.455955	2.548470	2.486112
1	57.69396	169.3752	0.000122	-3.335094	-3.057548	-3.244621
2	66.99379	15.59972*	8.72e-05*	-3.677019*	-3.214442*	-3.526230*
3	67.93279	1.453932	0.000107	-3.479535	-2.831928	-3.268431
4	71.09700	4.491142	0.000115	-3.425613	-2.592975	-3.154194

Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

A partir du tableau n°6, on constate que le nombre de retard et P=2.

*Etude de la relation de cointégration entre les dépenses publiques et la croissance économique
"Cas de l'Algérie pour la période 1980-2014"*

Le test de cointégration :

On a le tableau suivant : Tableau n°7 : Test de cointégration

Date: 08/02/16 Time: 15:13
Sample (adjusted): 1982 2014
Included observations: 33 after adjustments
Trend assumption: No deterministic trend
Series: LPIB LG
Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.333313	15.09573	12.32090	0.0167
At most 1	0.050682	1.716375	4.129906	0.2235

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level
* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level
**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.333313	13.37936	11.22480	0.0206
At most 1	0.050682	1.716375	4.129906	0.2235

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level
* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level
**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

On remarque que la trace $\lambda_{trace} = 15.09$ supérieur à la valeur critique a 5% (12.32), et on accepte l'hypothèse alternative, donc il existe une relation de cointégration.

Modèle de correction de l'erreur (ECM):

On estime la relation de long terme $LPIB_t = \hat{\alpha} + \hat{\beta}LG_t + e_t \dots(1)$ par la méthode MCO on obtient le tableau suivant:

Tableau n°8 : L'estimation du modèle 1

Dependent Variable: LPIB
Method: Least Squares
Date: 08/16/16 Time: 22:32
Sample: 1980 2014
Included observations: 35

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.681246	0.192979	8.712062	0.0000
LG	0.954143	0.014275	66.84007	0.0000

R-squared 0.992668 Mean dependent var 14.49090
Adjusted R-squared 0.992445 S.D. dependent var 1.541093
S.E. of regression 0.133947 Akaike info criterion -1.127298
Sum squared resid 0.592080 Schwarz criterion -1.038421
Log likelihood 21.72772 Hannan-Quinn criter. -1.096618
F-statistic 4467.595 Durbin-Watson stat 0.658826
Prob(F-statistic) 0.000000

Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

Tableau n°9 : L'estimation du DDLPIB

Dependent Variable: DDLPIB
Method: Least Squares
Date: 08/02/16 Time: 15:22
Sample (adjusted): 1982 2014
Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.003132	0.017473	0.179250	0.8589
DDLG	0.555922	0.139282	3.991340	0.0004
E(-1)	-0.476173	0.149980	-3.174914	0.0035

R-squared 0.376542 Mean dependent var 0.000361
Adjusted R-squared 0.334979 S.D. dependent var 0.122970
S.E. of regression 0.100280 Akaike info criterion -1.675185
Sum squared resid 0.301685 Schwarz criterion -1.539139
Log likelihood 30.64055 Hannan-Quinn criter. -1.629410
F-statistic 9.059373 Durbin-Watson stat 2.384224
Prob(F-statistic) 0.000836

Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

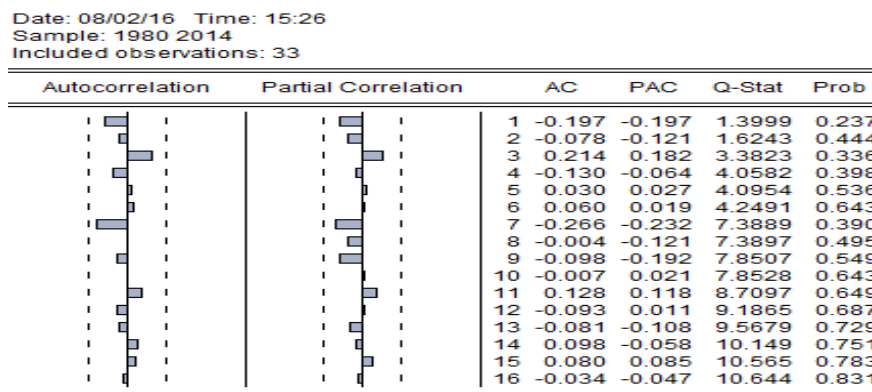
$$DDLPIB_t = 0.003 + 0.555DDLG_t - 0.476e_{t-1} + ut.$$

[0.179] [3.99] [-3.174]

$R^2 = 37\%$ [.] : t-statistic n=33

*Etude de la relation de cointégration entre les dépenses publiques et la croissance économique
"Cas de l'Algérie pour la période 1980-2014"-*

En suite nous extrairons les résidus et nous obtenons le corrélogramme des résidus :
Corrélogramme des résidus



Source, le chercheur à partir des résultats d'EVIEWS

A partir du corrélogramme des résidus, nous avons trouvé que la probabilité de ljung-box est supérieure à 0,05 pour toutes les valeurs de probabilités du corrélogramme des résidus, et donc accepter que les résidus sont bruit blanc.

5- Conclusion :

L'objectif de cette étude est d'essayer de comprendre l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie, basée sur une analyse descriptive soutenue par des moyens quantitatifs en utilisant des outils économétriques.

Grâce à cette étude, nous montrons l'existence d'une relation à long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique en Algérie durant la période 1980-2014, ceci est basé sur le test de causalité de Granger et la relation de cointégration entre les dépenses publiques et la croissance économique, ce qui est également confirmé par la théorie keynésienne. La proportion des dépenses publiques par rapport au PIB est relativement importante dans la demande globale, et la proportion des investissements est relativement importante ce qui rend la période de la croissance exige beaucoup de temps. En effet, les politiques menées par l'Algérie (politique expansionniste), qui comprenaient une augmentation des dépenses publiques, en particulier l'augmentation des recettes pétrolières, et grâce à des programmes et plans de développement par le lancement des plusieurs programmes(PSRE, PCSC, FSDRS, PHP, PCCE) qui ont donnés des résultats relativement satisfaisants, et ont eu un impact significatif et positif sur le produit intérieur brut, et contribué à la reprise de certains secteurs vitaux, tels que l'industrie et l'agriculture, la construction, les grands projets, le tourisme, et en général les dépenses publiques pourraient est considérées comme un outil major pour encourager et stimuler la croissance économique en Algérie.

D'autre part, nous avons acquis les résultats suivants :

- L'existence d'une relation forte entre les dépenses publiques et la croissance économique.
- L'augmentation des dépenses publiques et la hausse de leur taux voient l'expansion de l'activité de l'Etat.
- La relation de long terme entre les dépenses publiques et la croissance économique en Algérie peut être expliquée par l'ampleur et la nature des projets achevés, ce qui nécessite du temps pour la mise en œuvre et l'utilisation et l'apparition de son impact sur la production nationale.

Aussi il y a lieu de rester vigilant pour éviter des tentions inflationnistes difficiles à maîtriser et qui ont des effets négatifs sur la croissance économique.

référence

- ¹ Karim Hussein Salem Ghalibi, les dépenses publiques et la loi de Wagner en Iraq pour la période (1975-2010) étude économétrique, l'université El Kadissia.
- ² Ahmed SELLAMI, la relation de causalité entre les dépenses publiques et la croissance économique en Algérie, étude appliquée 1970-2013, l'université de Ouargla
- ³ Ahmed SELLAMI
- ⁴ Karim Hussein Salem Ghalibi
- ⁵ Romuald sostaine Foueka Tagne, Croissance des dépenses publiques et incidence sur le développement au Cameroun: le cas du secteur éducatif , Université de Yaoundé 2 soa
- ⁶ Karim Hussein Salem Ghalibi
- ⁷ Abdelrazzak Fares page 26
- ⁸ Diaa Majid Moussaoui, la théorie économique ‘ ‘ l'analyse macro économique’ ’ p65
- ⁹ Toumi Salah, principes de l'analyse macro économique, p186
- ¹⁰ Mohamed Lami, l'impact des dépenses publiques sur le taux de croissance économique en –cas de l'Algérie 1970-2009
- ¹¹ Salhi Nadjia et Mekhnache Fatiha, L'impact de programme PCSC et PCCE et les programmes du développement quinquennaux sur la croissance économique (de 2001 à 2014) vers les défis des perspectives de croissance économique réelle et durable.